



Rapport
d'Orientation
Budgétaire
2020

Rapport de Madame le Maire

Chaque année dans les 2 mois précédant le vote du budget, un débat sur les orientations budgétaires de la commune est inscrit à l'ordre du jour du Conseil Municipal. C'est ainsi l'occasion pour la majorité municipale d'affirmer avec force la poursuite de ses engagements.

Ce débat permet aux membres du Conseil Municipal de discuter les orientations budgétaires qui seront affichées dans le budget primitif, d'être informés sur la situation financière de la commune et de s'exprimer sur la stratégie de la commune.

En guise de propos liminaires, nous vous proposons :

- un rappel sur la présentation du budget
- des éléments d'information sur le contexte national
- quelques données chiffrées concernant la commune
- le compte administratif anticipé 2019
- une rétrospective-prospective financière (voir annexe)

Ces éléments permettront d'introduire la présentation des orientations budgétaires pour 2020.

Madame le Maire donne la parole à Monsieur GUGLIERI qui poursuit par :

➤ **Un rappel sur la présentation du budget**

Préparé par l'exécutif et approuvé par le conseil municipal, le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses de l'année.

C'est un acte prévisionnel qui peut être modifié ou complété par l'assemblée délibérante (DM ou budget supplémentaire).

Comptablement, il se présente en 2 parties, une section de fonctionnement et une section d'investissement.

Chaque section doit être présentée en équilibre.

- La section de fonctionnement retrace les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la gestion courante de la commune. Le montant des dépenses doit être maîtrisé afin d'optimiser l'autofinancement prévisionnel transférable sur les recettes de la section d'investissement.

- La section d'investissement présente le programme d'investissements nouveaux ou en cours ; cette section a pour vocation de modifier et/ou enrichir le patrimoine de la commune.

➤ **Le contexte national - Perspectives économiques**

« Extraits de la stratégie économique de la France et du ministère de la cohésion des territoires ainsi que de divers rapports de l'INSEE et de la Presse »

Croissance économique :

Pour 2018 :

Après une année 2017 de croissance particulièrement dynamique (2,4%), l'activité a bien résisté en France en 2018 (1,7%) malgré un environnement international moins favorable (montée des mesures protectionnistes, hausse du prix du pétrole et appréciation passée de l'Euro). La croissance a été soutenue par la résilience des exports et le dynamisme de l'investissement des entreprises.

Pour 2019 :

L'INSEE s'inquiète de la montée des incertitudes et des risques mais salue la

résilience de l'économie française, soutenue par la demande intérieure. L'institut ne voit donc pas de raisons de modifier ses prévisions de croissance du PIB pour 2019 à +1,3%.

Pour 2020 :

Il est à noter que les grèves de décembre 1995 avaient coûté 0,2 points de croissance de l'économie française. Mais à l'époque la production industrielle avait été également touchée ce qui n'est pas encore le cas à ce jour. On y verra plus clair à fin février de cette année. La Banque de France anticipe un petit tassement qui l'a conduit à abaisser sa prévision de croissance du PIB de 1,3% à 1,1% pour 2020.

Prévisions du taux de croissance en zone euro :

	2018	2019	2020
		Prévisions	
Zone euro	1,9	1,2	1,2
France	1,7	1,3	1,1
Allemagne	1,5	0,6	0,9
Italie	0,9	0,0	0,5
Espagne	2,6	2,3	1,9

Le PIB :

Suivant ce qui précède, à fin 2018 le montant du PIB est évalué à 2 353 Md€, soit une augmentation de 1,7% et à fin 2019 son montant est estimé à environ 2 380 Md€, soit une augmentation de 1,3%.

Compétitivité des entreprises :

La baisse du coût du travail par la mise en œuvre de la transformation du CICE (crédit impôt compétitivité emploi) en baisse des cotisations sociales, commence à « *porter ses fruits* ».

Après avoir atteint en 2013 son point le plus bas depuis les années 1980, à 29,7% de la valeur ajoutée, le taux de marge des sociétés non financières (SNF) s'est redressé. Il s'établit à 31,7% en 2018 et augmenterait en 2019 à 32,4% avant de revenir à 31,6% en 2020.

En 2019 l'investissement s'établit à +3,5% après 4% en 2018. En 2020 il entamerait une normalisation à 3,1%.

Pouvoir d'achat :

Après avoir progressé de 1,7% en 2019, le pouvoir d'achat des ménages croîtrait de 1,2% en 2020.

Inflation :

Selon le dernier rapport de l'INSEE de janvier 2020, le taux d'inflation moyen en 2019 a été de 1,1%. En 2018 il était à 1,8%. En 2020, l'inflation serait de 1,2%.

Valeurs locatives 2020 :

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture une revalorisation de 0,9% des valeurs locatives des locaux soumis à la taxe d'habitation et de 1,2% des valeurs locatives de ceux soumis à la taxe foncière et à la TEOM. Ces deux taux ont été pris en compte pour l'estimation des bases et des produits de nos trois taxes locales.

Balance commerciale :

La balance commerciale reste déficitaire de 58,9 Md€ en 2018 soit 2,5% du PIB. Elle était déficitaire de 48,9 Md€ en 2017.

Déficit public :

En 2018 le déficit public s'élève à 2,5% du PIB, après -2,8% en 2017 et -3,5% en 2016.

Dettes publiques :

La dette notifiée en 2018 s'élève à 2 315 Md€, soit **98,4%** du PIB 2018.

A la fin du 3^{ème} trimestre 2019, elle s'établissait à 2 415 Md€, soit **101.5%** du PIB 2019 estimé précédemment.

Pour rappel : l'évolution de la dette de 2017 à 2022 avait été programmée de la façon suivante :

En points du PIB	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ratios d'endettement total des trois administrations	96,8	96,8	97,1	96,1	94,2	92,1

La contribution des administrations est inchangée :

publiques centrales	78,5	79,5	81,4	82,0	82,0	82,0
publiques locales	8,6	8,3	7,8	7,2	6,4	5,4
de la sécurité sociale	9,7	9,0	7,9	6,8	5,8	4,7

Pour rappel :

Les collectivités locales (voir administrations publiques locales) vont devoir réaliser 13 Md€ d'économies afin de ramener leur dette à **5,4 points du PIB en 2022.**

Cet objectif va contraindre les collectivités à diminuer leur besoin de financement (emprunt) de 2,6 milliards d'euros par an.

L'effort de réduction sera réalisé sur les seules **dépenses réelles de fonctionnement** à raison de 1,2% maximum par an, inflation comprise.

En 2020 ainsi que pour chaque année jusqu'en 2022 la déclinaison des 1,2% est fixée à 1,1% d'évolution annuelle des dépenses de fonctionnement pour les communes.

Pour information :

Les collectivités locales continuent en 2019 de modérer leurs dépenses de fonctionnement : + 0,4 %, après + 0,3 % en 2018. Cette modération serait due, comme en 2018, à la stagnation des subventions de fonctionnement versées et à la maîtrise des frais de personnel.

➤ **Informations générales sur la commune**

Sources d'information : (*) Préfecture, DGCL et DGFIP 2019 - (**) INSEE 2016 applicable au 1^{er} janvier 2018 (dernier rapport).

Population totale INSEE résidence principale (A noter qu'au 1 ^{er} janv. 2020, après parution du décret d'authentification, elle sera portée à 3873 habitants).	*	3864
Population résidence secondaire	*	3953
Population DGF	*	7817
Population 0 à 14 ans	**	9,9%
Population 15 à 59 ans	**	40,4%
Population 60 et plus	**	49,7%
Revenu moyen disponible par population principale	**	23 878€
Nombre de résidences principales	*	2379
Nombre de résidences secondaires	*	3553
Emploi total dont 39,2% pour administration publique, enseignement, santé et action sociale	**	1636
Taux d'activité total des 15 à 64 ans	**	65,6%
Taux de chômage total des 15 à 64 ans	**	18,7%
Nombre d'établissements actifs en 2017	**	551

➤ **Le compte administratif anticipé 2019**

Dans l'attente du compte de gestion du Trésorier Principal, les résultats du compte administratif anticipé se présentent à ce jour comme suit :

Excédent de fonctionnement à affecter au c/1068	(*) 1 454 367 €
Excédent d'investissement à reporter au c/001	2 297 839 €
Excédent total	3 752 206 €
Déficit des restes à réaliser d'investissements à couvrir	(**) 3 544 876 €
« Excédent net »	207 330 €

(*) Le compte administratif sera commenté dans le détail au moment de son vote, mais l'excédent est principalement dû à une augmentation des recettes de 200 000€ répartis produits de services, impôts locaux et dotations diverses, mais aussi à des économies de 110 000 € en dépenses réparties notamment sur les charges de personnel et les charges financières sans oublier d'ajouter 60 000€ de dépenses imprévues ainsi que 1 074 431€ d'autofinancement prévisionnel.

(**) Le déficit des restes à réaliser est principalement dû au report des travaux engagés en 2019 pour la fin de ceux de la salle de l'Atelier, des opérations de voirie, de réseaux, et des achats de terrains, malgré le report en recettes de 600 000 € d'emprunt.

➤ Rétrospective – prospective financière

Hypothèses de calcul
État des budgets prévisionnels et des comptes administratifs
Analyse des équilibres financiers fondamentaux
Comparaison des taux des trois taxes locales
Simulation de la dette
Évolution des recettes de fonctionnement
Évolution des dépenses de fonctionnement
Évolution des dépenses d'équipement
Évolution de l'autofinancement
Évolution de la dette et de l'annuité
Évolution de la trésorerie
Lexique

Préambule

Comme je vous en avais fait la remarque l'année passée, j'ai établi cette analyse financière suivant les termes et modes de calculs utilisés pour les comptes des collectivités sur le portail de l'Etat « collectivites-locales.gouv.fr », mon objectif étant de laisser à mon remplaçant une analyse des équilibres financiers fondamentaux de la commune depuis 2010, comparable avec celle des communes de la strate 3500 à 5000 habitants.

Pour se faire, j'ai créé un dossier de référence contenant tous les comptes administratifs des exercices 2010 à 2019 ainsi que les copies des analyses des équilibres financiers fondamentaux de notre commune figurant sur le portail de l'Etat.

L'analyse que je vais vous présenter tient compte :

- D'une rétrospective financière de 2010 à 2019 établie à partir des comptes administratifs,
- D'une prospective financière 2020 à 2022 selon les hypothèses décrites en page 15.

Vous trouverez la majeure partie des termes utilisés et leurs définitions sur le lexique page 25.

Page 13 - Hypothèses de calcul

Il s'agit d'hypothèses de calcul des BP et CA simulés à population constante pour les années 2020 à 2022 conformément aux critères listés dans les orientations budgétaires 2020 qui vous seront présentées après cette analyse.

Les budgets de 2020 à 2022 ont été estimés suivant des taux d'augmentation et certains ajustements définis dans la colonne « remarques ».

Les emprunts ont été calculés à taux fixes et échéances annuelles pour faciliter le calcul.

Les hypothèses pour déterminer les comptes administratifs ont été réajustées notamment pour les taux de réalisation et d'engagement des opérations d'investissement.

Pages 14 et 15 - Etat des Budgets Prévisionnels et des Comptes administratifs

Ces deux pages représentent les BP et les CA de 2010 à 2022. Les exercices 2010 à 2014 sont masqués mais restent actifs.

En amont du vote du CA prévu lors du Conseil municipal du 03 mars, nous allons parcourir rapidement les valeurs principales du compte administratif 2019 anticipé,

Page 14 colonne jaune :

Recettes de fonctionnement : 6 953 400 €.

Dépenses de fonctionnement : 5 499 033 €.

Recettes d'investissement : 5 245 033 €, avec un emprunt de 1 400 000 € dont 800 000 € de reste à réaliser de 2018 et 600 000 € du premier versement d'emprunt de 1 200 000 € contractualisé en 2019. Le 2^{ème} versement a été réalisé le 20 janvier 2020.

Puis page 15 toujours colonne jaune :

Dépenses d'investissement : 2 947 194 € €.

En dessous on peut lire les valeurs de l'exécution budgétaire :

Excédent de fonctionnement : 1 454 367 €.

Excédent d'investissement : 2 297 839 €.

Résultat brut de clôture de : 3 752 206 € € ligne bleue.

Puis en dessous les engagements à reporter sur N+1 :

Recettes : 641 762 € €.

Dépenses : 4 186 637 €.

Solde négatif : - 3 544 876 €.

Le résultat net de clôture étant de 207 330 € ligne bleue.

Puis plus bas l'affectation des résultats (lignes bleues) :

On affectera par vote l'excédent de fonctionnement de 1 454 367 € ligne bleue au compte 1068 des recettes d'investissement du BP 2020.

Et l'excédent d'investissement de 2 297 839 € ligne bleue, sera reporté automatiquement au compte 001 des recettes d'investissement du BP 2020.

Maintenant revenons à la Page 14 - colonne verte, pour parcourir les points principaux de l'estimation du BP 2020 tenant compte des orientations budgétaires décrites plus loin pour le DOB.

Recettes de fonctionnement : 6 293 274 €

Les dépenses de fonctionnement en équilibre pour le même montant : 6 293 274 €.

Au passage vous pourrez constater sur la ligne bleue que le montant du virement sur la section d'investissement, représentant le résultat prévisionnel ou l'autofinancement prévisionnel pour un montant de 1 415 457 €.

On continue avec le total des recettes d'investissement : 8 194 557 € dont on notera principalement :

- 1 989 367 € de dotations comprenant 1 454 367 € d'excédent de fonctionnement capitalisé de l'exercice 2019 ainsi que FCTVA et TA pour 535 000 €.
- 641 894 € de subventions.
- 1 435 000 € d'emprunt dont 600 000 € de RAR 2019 encaissés le 20 janvier 2020.
- 2 297 839 € d'excédent d'investissement 2019.
- 1 415 457€ d'autofinancement prévisionnel inscrit en dépenses de fonctionnement 2020.

Page 15 - Toujours colonne verte

Les dépenses d'investissements sont en équilibre : 8 194 557 € dont 7 691 227 € de dépenses d'équipement brut (Chapitres D20 hors D204 + D21 + D23) incluant les 4 186 637 € de restes à réaliser de 2019 et 3 504 590 € de montant possible pour les nouvelles immobilisations dont le détail sera passé en revue **plus tard** lors du DOB.

Toutes les autres colonnes des pages 14 et 15 représentent la simulation des CA et BP jusqu'en 2022.

Page 16 - Analyse des équilibres financiers fondamentaux de l'exercice 2019

Ce document s'appuie sur les valeurs de notre CA anticipé 2019 issu des tableaux précédents.

Il s'agit donc de comparer les ratios de VSM exprimés en €/habitant, base 3 864 habitants en 2019, avec ceux de la moyenne de la strate 3500/5000 habitants dont VSM fait partie.

Les ratios des strates sont ceux de 2018, ceux de 2019 ne seront connus que fin 2020.

Je ne lirai que les lignes surlignées en bleu.

Opérations de fonctionnement

Total des produits de fonctionnement : 1697 €/hab. contre 1048 €/hab. pour la strate.

Dont impôts locaux : 1 004 € contre 443 € et 59,16% des produits, confortable contre 43,78% pour la strate.

Dont DGF : 174 € contre 145 €.

Total des charges de fonctionnement : 1320 € contre 911 €.

Dont charges de personnel : 647 € contre 442 € et 49% des charges, contre 53,27%.

Dont achats et charges externes : 361 € contre 241 €.

Résultat comptable

376 € contre 137 €, encore confortable compte tenu du montant de nos impôts locaux et taxe additionnelle aux droits de mutation (645 000 €).

Opérations d'investissement

Total des ressources d'investissement : 1344 € contre 441 €, elles restent fortes.

Dont emprunts bancaires : 362 € contre 73 € et 26,96% des ressources contre 16,60% pour la strate.

Total des emplois d'investissement : 763€ contre 446 €. Ils restent forts.

Dont Dépenses d'équipement : 644 € contre 344 € et 84,42% des emplois contre 77,28%.

Besoin (si le montant est positif) ou capacité de financement (si le montant est négatif) ligne bleue : -581 € contre 5 €. Cela confirme bien une capacité de financement (colonne à gauche) de 2 245 158 € (hors résultat d'investissement N-1) qui nous permettra de couvrir en partie les 4 186 637 € de restes à réaliser reportés en 2020.

Autofinancement

Capacité d'autofinancement = CAF : 525 € contre 183 € et 30,94% des produits de fonctionnement contre 18,04%. Notre CAF est élevée grâce à la maîtrise du budget de fonctionnement.

CAF nette du remboursement en capital de l'emprunt : 494 € contre 105 € et 29,13% contre 10,35%. Elle va diminuer à nouveau dans la mesure où nous devons emprunter pour les raisons déjà évoquées pour le budget 2020.

Endettement

Total de la dette au 31 décembre : 571 € contre 763 € et 33,68% des produits de fonctionnement contre 75,38%.

Annuité de la dette : 40€ contre 100 € et 2,38% contre 9,86%.

Éléments de fiscalité directe locale

La taxe d'habitation à 458 € contre 197 € et le taux d'imposition à 8,90% contre 14,29%

La taxe foncière sur propriétés bâties à 537 € contre 230 € et 16,19% contre 18,90%

La pression fiscale de nos 3 taxes est de 50,83%. C'est le rapport du produit de nos trois taxes locales / leur potentiel fiscal

Il faut savoir que la pression fiscale est prise en compte dans les différents calculs de la DGF.

Plus les taux d'imposition sont bas, plus la pression fiscale est basse, ce qui pour l'Etat est un indicateur de richesse potentielle, et donc lui a permis d'écrêter notre DGF de 21 062 € en 2019.

Page 17 : Comparaison des taxes locales

Jusqu'à ce jour nous ne comparions que les taux des trois taxes pour vérifier comment Vaux sur Mer se plaçait par rapport aux taux appliqués par les communes listées sur ce document conformément au tableau à gauche.

Les deux nouveaux tableaux créés permettent :

- Sur le tableau central, de comparer les produits en euros par habitant résidence principale (Population INSEE) de chacune des trois taxes locales.
- Sur le tableau à droite, de comparer le produit en euros par habitant population DGF (population INSEE + population résidence secondaire) des trois taxes locales.

Le classement de Vaux sur Mer par rapport aux autres communes est largement différent entre les trois tableaux. Je vous laisse le soin de réaliser ce classement et d'avoir votre propre réflexion sur les taux à appliquer dans le futur pour augmenter les ressources et maintenir voire augmenter la capacité d'autofinancement.

Page 18 - Simulation de la dette

Ce tableau fait état de l'encours de la dette et de son annuité dans le temps de 2008 à 2022.

Au-dessus du trait rouge, apparaît l'encours de la dette, capital restant dû au 31 décembre 2019 pour un montant de 2 208 266 €, suivi de son évolution annuelle figurant sur les lignes « dette antérieure » jusqu'en 2022.

En 2020 on peut voir l'emprunt de 600 k€ restant à réaliser de 2019 ainsi que le montant total de 835 k€ correspondant aux deux nouveaux emprunts listés.

Les lignes intitulées « fin d'exercice » représentent le cumul de la dette antérieure + le montant de la nouvelle dette relative aux nouveaux emprunts.

En 2021 et 2022 figure un nouvel emprunt de 150K€ sur chaque année pour constitution de réserves foncières.

Page 19 - Evolution des recettes de fonctionnement

Graphique à gauche en € :

Courbe bleue continue, total des recettes de fonctionnement, courbe rouge, total des produits de fonctionnement :

On peut remarquer trois pics élevés :

- le 1^{er} en 2010 qui se justifie par 1,1 M€ de ventes de foncier du Cormier et des remboursements d'assurance suite aux sinistres de la tempête XYNTHIA.
- le 2^{ème} en 2012 justifié par l'augmentation de la taxe additionnelle aux droits de mutation après le classement tourisme de la commune.
- le troisième en 2019 justifié par des opérations comptables relatives à des cessions de terrains pour un montant de 637 000 €.

L'écart entre les deux courbes représente l'évolution des atténuations de charges et de produits qui augmentent régulièrement depuis 2014 pour les pénalités loi SRU pour un cumul total de 755 265 €. En 2020 l'écart redevient normal puisque nous ne devrions pas avoir de pénalités.

Courbe bleue discontinue, total des recettes de gestion courante (hors produits financiers et exceptionnel et hors opérations d'ordre) :

Entre 2014 et 2019 ces recettes n'ont progressé que de 5,97%, ceci s'expliquant principalement par :

- Diminution de la DGF (courbe orange) de 34,73%,
- Augmentation des produits des impôts locaux (courbe verte) de 10,18%,
- Et fort heureusement augmentation du produit de la taxe additionnelle aux droits de mutation (courbe bleue discontinue) de 62,84%.

Graphique à droite en €/habitant : Les produits et les impôts restent largement au-dessus de la strate. Par contre en 2018 la DGF rejoint le niveau moyen de la strate.

Page 20 - Evolution des dépenses de fonctionnement

Graphique à gauche en € :

Courbe bleue, total des dépenses de fonctionnement, courbe rouge total des charges de fonctionnement :

- Comme pour les recettes l'écart entre ces deux courbes représente l'évolution des atténuations de charges et de produits pour les mêmes montants.
- Le pic en 2019 se justifie par les mêmes causes explicitées sur les recettes de fonctionnement.

Courbe bleue discontinue, total des dépenses de gestion courante (hors charges financières et exceptionnelles et hors opérations d'ordre) :

Entre 2014 et 2019 ces dépenses ont progressé de 6.25%, ceci s'expliquant principalement par :

- Diminution des montants des achats et charges externes (courbe verte) de 2%,
- Augmentation des charges de personnel (courbe violette) de 6,53% (hors atténuation de charges).

Graphique à droite en €/habitant :

Globalement nos charges sont supérieures aux moyennes de la strate.

Page 21 - Evolution des dépenses d'équipement

Cette analyse concerne l'évolution dans le temps des dépenses d'équipement brut (somme des chap. D20 hors D204, D21 et D23), en termes de montants budgétés, réalisés, engagés à reporter et non engagés.

En se projetant directement au graphique exprimé en % par rapport au budget, ainsi qu'au petit tableau en bas de la page, on peut constater pour la période 2010 à 2019 que le réalisé moyen est de 46% (de 26% à 68%), l'engagé moyen est de 30% (de 13% à 57%) et le non engagé moyen est de 23% (de 9% à 45%).

L'année passée nous nous étions fixés pour fin 2019, l'objectif d'avoir un minimum de 65% de réalisés, 35% maximum d'engagés et encours à reporter et sauf cas de force majeure, 0% de non engagé.

Malheureusement l'engagé et l'encours à reporter ont atteint 57% pour un montant de 4 186 637 €, dont principalement : des acquisitions de terrains pour 2 060 717 €, des réaménagements de voirie pour 1 007 345 €, le reste étant explicité page 30 pour le DOB.

Page 22 - Evolution de l'autofinancement

On peut remarquer que la maîtrise des recettes et dépenses de gestion nous a permis de faire évoluer positivement les ratios :

- De la Capacité d'Autofinancement CAF sur le total des produits de fonctionnement de 26,8% en 2014 à 30,9% en 2019,
- De la CAF nette sur le total des produits de fonctionnement de 24,7% en 2014 à 29,1% en 2019.

Page 23 - Evolution dette et annuité

Sur la première ligne du haut : A fin 2019 la dette est à 2 208 266 € contre 1 278 244 € à fin 2014, soit un accroissement de 72,75%. A fin 2020 elle devrait être à 4 008 131 € soit 3 fois plus qu'en 2014.

Sur le tableau central : A fin 2019 dette est à 571 €/habitant contre une strate à moins de 763€, influence à la baisse de la strate. A fin 2020 elle devrait être à 1035€/habitant contre moins de 763€.

Sur le tableau du bas : A fin 2019 elle représente 33,7% du total des produits de fonctionnement contre une strate à moins de 72,8%, influence à la baisse de la strate. A fin 2020 elle atteindra 65,7% du total des produits de fonctionnement contre une strate à moins de 72,8%.

La capacité de désendettement reste raisonnable à 1,2ans en 2019 et 2,6 ans en 2020.

Page 24 - Evolution trésorerie

En bleu la trésorerie en fin d'exercice, en vert clair le résultat brut de clôture, en jaune le solde des engagements à reporter et vert foncé le résultat net de clôture après extraction des reports.

A fin 2019 le niveau de trésorerie est élevé à 3 853 290 € avec un ratio de 54% par rapport au montant total de 7 167 236 € de dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement. Il se justifie par le montant énorme de 3 544 876 € de solde des investissements engagés à reporter.

A titre d'exemple, les retards d'acquisitions de terrains interviennent pour plus de 2 000 000 € dont un (AI565) a été enfin réalisé courant janvier 2020 pour un montant de 960 000 €.

Pages 25 - Lexique

Ce lexique a été vérifié en croisant les différentes analyses des équilibres financiers fondamentaux des comptes de Vaux sur Mer de 2010 à 2018 avec celles des comptes individuels des collectivités figurant sur le portail de l'Etat « collectivites-locales.gouv.fr ».

CONCLUSION

Il est à nouveau heureux de constater que nos efforts de maîtrise du budget de fonctionnement, selon les exigences de la loi de programmation des finances publiques 2018-2020 et malgré une pénalité loi SRU de plus de 228 000 €, aient permis d'accroître la capacité d'autofinancement de 15,5% par rapport à 2018. Son montant s'élève à 2 028 455 € représentant 30,9% du total des produits de fonctionnement par rapport aux 18% de la strate.

Le montant de la dette estimée à 4 008 000 € fin 2020 restant encore raisonnable, je ne saurais que trop recommander au futur Conseil municipal, de maintenir voire d'augmenter le niveau de la capacité d'autofinancement afin de limiter l'emprunt.

Pour cela à ressources propres équivalentes amoindries par l'écrêtement de la dotation forfaitaire, il sera impératif que les élus soient encore plus vigilants sur la maîtrise du budget de fonctionnement. Cette solution très limitée dans le temps, aboutira à une baisse des montants des nouveaux investissements sauf à emprunter de plus en plus.

L'autre solution consisterait à mener rapidement une réflexion sur comment trouver le meilleur équilibre entre :

- La stabilisation du montant de la dette au niveau raisonnable que j'ai précité, mais pour cela le montant de l'emprunt nouveau ne devrait pas excéder celui de la chute annuelle de la dette dans le temps, d'une part.
- La progression des ressources propres notamment celles issues des impôts locaux et de la taxe d'aménagement, d'autre part.
- Et enfin, le montant annuel du besoin des nouveaux investissements.

Hypothèses de calcul

Hypothèses appliquées pour le calcul des Budgets Primitifs		2020	2021 et 2022	Remarques
Section de fonctionnement				
Recettes				
O13	Atténuation de charges	ajusté	ajusté	2021 à 2022: 60 000€ dans l'inconnue
70	Produits de services	ajusté	1,0%	
73	Impôts et taxes :	ajusté	1,0%	
	Trois taxes communales	ajusté		2020 : Augmentation des bases de 0,9%/TH. et 1,2%/TFB et TFNB
	Autres taxes	ajusté		2020 à 2022 :Taxe additionnelle droits de mutation 640 000€
74	Dotations et participations	ajusté	0,0%	
	DGF	ajusté	ajusté	2020 à 2022 : DGF 675 000€ dont 63 000€ de DSR
	Autres dotations	ajusté		
75	Autres produits de gestion	ajusté	1,0%	
76	Produits financiers	ajusté	ajusté	2020 à 2022 : Généralement négligeable, 50€ / an
77	Produits exceptionnels	ajusté	ajusté	2020 à 2022 : 8 700€ dans l'inconnue
O42	Opér. D'ordre transfert entre sections	ajusté	ajusté	2020 à 2022 : 3 830€ dans l'inconnue
Dépenses				
O11	Charges à caractère Général	ajusté	1,0%	
O12	Charges de personnel	ajusté	2,5%	
O14	Atténuation de produits	ajusté	ajusté	Prélèvs Loi SRU : 0€ Sur la période triennale 2020-2022 Attribution compensation à CARA : 104 091€ / an
65	Autres charges de gestion	ajusté	1,0%	
66	Charges financières	ajusté	ajusté	
67	Charges Exceptionnelles	ajusté	ajusté	2020 à 2022 : Estimé à 3250€ dans l'inconnue
O42	Amortissements	ajusté	ajusté	2021 à 2022 : Estimé à 200 000€
Section d'investissement				
Recettes				
16	Taux des emprunts			1,50% fixes et échéances constantes sur 20 ans
10	FCTVA art.10222	ajusté	10,0%	2021 à 2022 : 10% sur total des immos éligibles et non éligibles confondues
10	TA art. 10223	ajusté	ajusté	135 000€ de 2020 à 2022
13	Subventions	ajusté	ajusté	Suivant restes à réaliser et projets éligibles connus
Dépenses				
		ajusté	ajusté	
Hypothèses des Comptes Administratifs				
Réalisations				
O11	Charges courantes de fonct.	98,0%	98,0%	du Budget Primitif
65	Autres charges de gestion de fonct.	98,0%	98,0%	du Budget Primitif
Subventions d'investissement (13) et dépenses d'investissement brut (20,21,23) :				
	Réalisées	60,0%	60,0%	du Budget Primitif
	Engagées et en cours	30,0%	30,0%	du Budget Primitif
	Non engagées	10,0%	10,0%	du Budget Primitif
Autres articles		100,0%	100,0%	du Budget Primitif

État des budgets prévisionnels et des comptes administratifs

Chap	DESCRIPTIF	BP 2015	CA 2015	BP 2016	CA 2016	BP 2017	CA 2017	BP 2018	CA 2018	BP 2019	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021	CA 2021	BP 2022	CA 2022
O13	Atténuation de charges	140 000	106 324	86 000	111 165	93 000	131 848	60 000	92 253	60 000	40 348	84 000	84 000	60 000	60 000	60 000	60 000
70	Produits de services	361 565	425 519	398 160	454 988	490 737	498 688	514 947	513 565	490 279	564 939	538 800	538 800	544 188	544 188	549 630	549 630
73	Impôts et taxes	3 943 800	4 221 505	4 050 600	4 244 030	4 189 269	4 347 183	4 339 685	4 467 598	4 466 609	4 558 897	4 568 500	4 568 500	4 614 185	4 614 185	4 660 327	4 660 327
74	Dotations et participations	1 138 850	1 160 485	1 000 450	1 005 641	915 477	945 752	826 560	871 097	792 646	831 551	831 110	831 110	831 110	831 110	831 110	831 110
75	Autres produits gest.courante	239 500	247 402	238 571	248 877	265 105	265 455	277 450	286 400	297 650	291 626	258 284	258 284	260 867	260 867	263 476	263 476
76	Produits financiers	100	66	50	48	50	48	50	47	50	51	50	50	50	50	50	50
77	Produits exceptionnels	13 700	9 208	8 500	11 355	7 900	14 993	8 500	11 169	8 500	325 660	8 700	8 700	8 700	8 700	8 700	8 700
78	Reprises sur provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
O42	Opé Ordre transfert entr sections	4 400	4 394	2 245	2 244	2 100	2 080	8 103	7 896	7 830	340 328	3 830	3 830	3 830	3 830	3 830	3 830
	Total recettes de fonctionnement	5 841 915	6 174 904	5 784 576	6 078 348	5 963 638	6 206 046	6 035 295	6 250 023	6 123 564	6 953 400	6 293 274	6 293 274	6 322 930	6 322 930	6 377 122	6 377 122
	Fonctionnement - Dépenses																
O11	Charges à caractère général	1 546 904	1 481 020	1 396 105	1 289 781	1 367 062	1 322 168	1 441 577	1 377 937	1 432 220	1 422 309	1 517 510	1 481 242	1 496 054	1 466 133	1 480 795	1 451 179
O12	Charges de personnel	2 644 180	2 555 517	2 606 700	2 583 858	2 690 966	2 690 331	2 617 234	2 497 716	2 616 969	2 539 532	2 648 884	2 648 884	2 715 106	2 715 106	2 782 984	2 782 984
O14	Atténuation de Produits	94 000	98 617	124 764	123 931	259 416	248 787	347 550	324 357	357 500	357 096	104 100	104 100	347 089	347 089	350 713	350 713
65	Autres charges de gestion	360 740	354 194	352 250	336 164	271 825	271 728	269 600	260 088	262 194	258 906	259 278	254 092	261 871	256 633	259 200	254 016
66	Charges financières	36 300	36 076	34 600	34 130	32 600	31 346	28 700	28 669	71 800	38 852	56 795	56 795	63 361	63 361	60 555	60 555
67	Charges exceptionnelles	52 400	9 639	40 700	37 445	6 200	2 913	4 450	2 972	4 450	2 980	3 250	3 250	3 250	3 250	3 250	3 250
68	Dot prov risques & charges fonct																
O22	Dépenses imprévues	100 000	0	84 236	0	40 004	0	60 000	0	60 000	0	60 000	0	60 000	0	60 000	0
O23	Virement sur la section investissement	811 791	0	940 221	0	1 096 865	0	1 064 184	0	1 074 431	0	1 415 457	0	1 176 199	0	1 179 626	0
O42	Op Ordre (amort. & cessions...)	195 600	194 805	205 000	204 832	198 700	199 166	202 000	201 167	244 000	879 358	228 000	228 000	200 000	200 000	200 000	200 000
	Total dépenses de fonctionnement	5 841 915	4 729 869	5 784 576	4 610 141	5 963 638	4 766 438	6 035 295	4 692 905	6 123 564	5 499 033	6 293 274	4 776 363	6 322 930	5 051 573	6 377 122	5 102 696
	Investissement - Recettes																
10	Dotation fonds divers	1 804 327	1 824 965	1 706 035	1 778 408	1 811 207	1 805 821	1 804 832	1 813 725	1 971 750	2 027 762	1 989 367	1 989 367	2 113 384	2 113 384	1 710 843	1 710 843
13	Subventions d'investissement	247 483	248 673	7 546	3 464	571 287	49 557	346 338	93 047	1 333 516	825 927	641 894	385 136	292 568	175 541	375 541	225 325
16	Emprunts et dettes assimilées	611 000	111 000	700 000	0	150 000	1 100	1 730 000	1 417	2 800 000	1 400 000	1 435 000	1 435 000	150 000	150 000	150 000	150 000
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	99 886	26 070	80 000	179 454	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres Immobilisations financières	0	0	0	0	0	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OO1	Excédent d'investiss. reporté	461 808	461 808	739 515	739 515	900 882	900 882	943 456	943 456	52 681	52 681	2 297 839	2 297 839	1 504 276	1 504 276	836 678	836 678
O21	Virement de la sect.fonctionnement	811 791	0	940 221	0	1 096 865	0	1 064 184	0	1 074 431	0	1 415 457	0	1 176 199	0	1 179 626	0
O24	Produits des cessions immobilières	396 100	0	80 000	0	187 646	0	80 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
O40	Op Ordre (amort. & cessions...)	195 600	194 805	205 000	204 832	198 700	199 166	202 000	201 167	244 000	879 358	228 000	228 000	200 000	200 000	200 000	200 000
O41	Opér Patrimoniales (dont SDER)	1 392 695	98 307	82 000	60 070	68 700	12 605	76 500	25 664	177 819	59 305	187 000	187 000	0	0	0	0
	Total recettes d'investissement	5 920 803	2 939 557	4 460 317	2 786 288	4 985 287	3 079 017	6 273 379	3 158 476	7 833 650	5 245 033	8 194 557	6 522 342	5 436 427	4 143 201	4 452 687	3 122 845

Investissement - Dépenses																	
16	Emprunts et dettes assimilées	125 000	124 398	123 000	122 302	113 000	112 389	102 922	102 922	179 500	118 967	212 500	212 500	257 838	257 838	269 382	269 382
20	Immobilisations incorporelles	126 124	4 164	62 642	12 893	82 928	45 355	78 955	12 357	108 809	44 140						
204	Subventions d'équipement versées	4 000	0	7 800	7 733	0	0	45 000	3 007	45 000	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	1 508 030	836 928	507 777	186 635	692 047	364 484	1 766 568	1 127 003	2 401 144	184 023						
23	Immobilisations en cours	2 660 554	1 131 850	3 564 852	1 483 528	3 971 362	1 598 648	4 169 781	1 826 947	4 813 548	2 200 432						
	Dépenses équipt. brut (20.21.23)	4 294 709	1 972 942	4 135 272	1 683 057	4 746 337	2 008 488	6 015 304	2 966 308	7 323 501	2 428 594	7 691 227	4 614 736	5 074 758	3 044 855	3 891 705	2 335 023
27	Autres immobilisations financières	0	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0						
OO1	Déficit d'investissement reporté	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
O20	Dépenses imprévues	100 000	0	100 000	0	55 150	0	25 550	0	100 000	0	100 000	0	100 000,0	0	100 000,0	0
O40	Op Ordre transferts entre sections	4 400	4 394	2 245	2 244	2 100	2 080	8 103	7 896	7 830	340 328	3 830	3 830	3 830	3 830	3 830	3 830
O41	Oper Patrimoniales (dont SDER)	1 392 695	98 307	82 000	60 070	68 700	12 605	76 500	25 664	177 819	59 305	187 000	187 000	0	0	0	0
	Total dépenses d'investissement	5 920 803	2 200 042	4 460 317	1 885 406	4 985 287	2 135 561	6 273 379	3 105 795	7 833 650	2 947 194	8 194 557	5 018 066	5 436 427	3 306 524	4 264 917	2 608 235
	COMPTE ADMINISTRATIF		CA2015		CA2016		CA2017		CA2018		CA 2019		CA 2020		CA 2021		CA 2022
	Résultat section fonctionnement		1 445 035		1 468 207		1 439 607		1 557 119		1 454 367		1 516 911		1 271 357		1 274 426
	Résultat section investissement		739 515		900 882		943 456		52 681		2 297 839		1 504 276		836 678		514 610
	Résultat brut de clôture		2 184 550		2 369 089		2 383 063		1 609 799		3 752 206		3 021 187		2 108 035		1 789 036
	Engagements à reporter sur N+1																
	Investissement recettes		0		17 005		122 528		1 176 405		641 762		192 568		87 770		112 662
	Investissement dépenses		917 912		1 688 138		1 591 397		2 513 821		4 186 637		2 307 368		1 522 428		1 167 511
	Solde		-917 912		-1 671 133		-1 468 869		-1 337 417		-3 544 876		-2 114 800		-1 434 657		-1 054 849
	Résultat net de clôture		1 266 638		697 956		914 194		272 382		207 330		906 387		673 378		734 187
	Affectation des résultats																
	Résultat de fonctionnement affecté par vote de l'assemblée délibérante :																
	Au c/ 1068 (investissement) de N+1		1 445 035		1 468 207		1 439 607		1 557 119		1 454 367		1 516 911		1 271 357		1 274 426
	Au c/ 002 (fonctionnement) de N+1		0		0		0		0		0		0		0		0
	Résult.invest. reporté à nouveau sans vote au c/001 N+1 :		739 515		900 882		943 456		52 681		2 297 839		1 504 276		836 678		514 610

ANALYSE DES EQUILIBRES FINANCIERS FONDAMENTAUX DE L'EXERCICE 2019 ESTIME					
Montants de structure 2019	€/ habit. 2019	€/ habit. Moy. Strate 2018		Ratios de structure 2019	Moy. Strate 2018
CA Estimé			OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT	En % des produits	
6 555 956	1 697	1 048	TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT =A		
6 250 686	1 618	1 012	PRODUITS DE FONCTIONNEMENT CAF		sans
3 878 675	1 004	443	dont : Impôts locaux	59,16	43,78
674 130	174	145	dont : dotation globale de fonctionnement	10,28	14,37
5 101 589	1 320	911	TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT = B	En % des charges	
4 222 231	1 093	830	CHARGES DE FONCTIONNEMENT CAF		sans
2 499 183	647	442	dont : Charges de personnel	48,99	53,27
1 396 407	361	241	dont Achats et charges externes	27,37	29,03
88 486	23	51	dont : Subventions versées	1,73	6,09
38 852	10	23	dont : Charges financières	0,76	2,77
1 454 367	376	137	RESULTA COMPTABLE = A - B = R		sans
			OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
5 192 352	1 344	441	TOTAL DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT = C	En % des ressources	
1 400 000	362	73	dont : Emprunts bancaires et dettes assimilées	26,96	16,60
825 927	214	60	dont : subventions reçues	15,91	15,97
334 487	87	38	dont : FCTVA	6,44	8,53
2 947 194	763	446	TOTAL DES EMPLOIS D'INVESTISSEMENT = D	En % des emplois	
2 487 899	644	344	dont : Dépenses d'équipement	84,42	77,28
118 967	31	78	dont : Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	4,04	17,46
-2 245 158	-581	5	Besoin ou capacité de financement résiduel = D - C = E		sans
3 699 525	957	131	RESULTAT D'ENSEMBLE = R - E		sans
			AUTOFINANCEMENT	En % des prod. de fonct.	
2 028 455	525	183	Capacité d'autofinancement = CAF	30,94	18,04
1 909 488	494	105	CAF nette du remboursement en capital des emprunts	29,13	10,35
			ENDETTEMENT	En % des prod. de fonct.	
2 208 266	571	763	Total de la dette au 31 décembre N	33,68	75,38
155 866	40	100	Annuité de la dette	2,38	9,86
			ELEMENTS DE FISCALITE DIRECTE LOCALE	Taux	
1 770 528	458	197	Taxe d'habitation	8,90%	14,29%
2 073 325	537	230	Taxe foncière sur propriétés bâties	16,19%	18,90%
30 298	8	13	Taxe foncière sur propriétés non bâties	56,05%	49,42%
7 622 367		Sans	Potentiel fiscal des 3 taxes locales		
		Sans	Pression fiscale des 3 taxes locales	50,83%	sans

COMPARAISON DES TAUX DES TROIS TAXES LOCALES 2018

COMPARAISON DES PRODUITS TH, TFPB et TFPNB 2018

Comparaison du produit des trois impôts locaux par habitant DGF

	TH	TFPB	TFPNB
LA ROCHELLE	19,35	33,59	54,85
ROYAN	11,56	31,86	56,51
SAINTES	16,02	36,78	47,69
ROCHFORT	15,67	32,14	45,38
SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE	11,48	27,20	49,50
SAINT-PALAIS-SUR-MER	10,19	21,57	40,78
VAUX-SUR-MER (*)	8,90	16,19	56,05
SAINT-PIERRE-D'OLERON	11,89	30,51	47,00
LAGORD	11,12	22,64	64,59
CHATELAILLON-PLAGE	13,30	26,33	55,43
PERIGNY	8,50	22,24	30,75
AYTRE	13,44	30,39	49,83
LA TREMBLADE	12,21	24,72	85,83
FOURAS	9,70	22,09	30,43
LES MATHES	6,50	12,50	12,24
SAUJON	11,45	29,95	66,99
MESCHERS-SUR-GIRONDE (- 1,6%)	10,65	20,24	33,93

Pop. INSEE (*)	produit TH €/hab INSEE		produit TFPB €/hab INSEE		produit TFPNB €/hab INSEE	
	commune	strate	commune	strate	commune	strate
78 356	320	307	471	337	2	3
19 116	371	234	755	307	4	6
26 858	224	287	497	335	4	3
24 901	209	287	441	335	2	3
5 383	554	207	826	266	8	9
4 010	544	197	713	230	8	13
3 850	446	197	519	230	8	13
6 901	286	207	540	266	15	9
7 320	223	207	351	266	5	9
6 104	353	207	436	266	6	9
8 350	161	207	360	266	3	9
8 937	217	207	480	266	3	9
4 707	309	197	441	230	26	13
4 144	260	197	398	230	4	13
1 987	348	140	463	147	6	28
7 362	166	207	322	266	9	9
3 149	326	169	369	199	8	16

Nombre résid. Second. (*)	Estim. Pop. DGF (**)	Produit des 3 impôts locaux milliers €	Produit des 3 impôts locaux €/hab DGF	
			commune	strate (***)
5 400	83 756	62 122	742	790
10 622	29 738	21 595	726	800
398	27 256	19 450	714	800
1 310	26 211	16 223	619	800
5 581	10 964	7 469	681	736
4 156	8 166	5 074	621	629
3 953	7 803	3 750	481	629
3 839	10 740	5 806	541	736
216	7 536	4 238	562	629
1 714	7 818	4 850	620	629
72	8 422	4 379	520	629
163	9 100	6 259	688	629
2 325	7 032	3 651	519	629
2 236	6 380	2 749	431	629
3 774	5 761	1 625	282	629
555	7 917	3 659	462	629
1 802	4 951	2 214	447	574

(*)La valeur des taux appliqués en 2019 a été la même. Elle sera à nouveau proposée en 2020, et ce, depuis 1998. Jusqu'en 2001 la valeur était la même que celle de la somme des valeurs des taux appliqués par la Commune et ceux appliqués par la Communauté des Communes de Royan avant que cette dernière devienne la CARA en 2002.

(*) INSEE 2015 Nbre habitants résidence principale, applicable au 01/01/2018

(*) = INSEE 2015 applicable au 01/01/2018
 (**) = Population INSEE+1 hab par résid secondaire. (Valeur ajustée pour Vaux sur Mer)
 (***) = Strate 2017 des communes touristiques du littoral maritime

Valeurs maximales
Valeurs minimales

Simulation de la dette

Année	Dette antérieure Nouv. Emprunts Fin d'exercice	Annuité	Intérêts	Amort.Capital	Capital restant dû au 31 décembre
2008	Fin exercice	197 404	57 646	139 758	1 114 875
2009	Fin exercice	181 257	46 039	135 218	979 657
2010	Fin exercice	173 310	35 265	138 045	841 612
2011	Fin exercice	126 415	26 984	99 431	742 181
2012	Fin exercice	116 748	23 269	93 479	648 701
2013	Fin exercice	146 332	27 122	119 210	852 453
2014	Fin exercice	146 331	27 122	119 209	1 278 244
2015	Fin exercice	161 254	36 856	124 398	1 264 846
2016	Fin exercice	156 914	34 612	122 302	1 142 544
2017	Fin exercice	144 047	31 658	112 389	1 030 154
2018	Fin exercice	131 910	28 988	102 922	927 233
2019	Fin exercice	155 866	36 899	118 967	2 208 266
2020	Dette antérieure	224 727	46 167	178 560	2 629 706
	2019-600k€/ 20ans (*)	24 780	4 315	20 465	579 535
	2020-285k€/ 20ans	16 600	4 275	12 325	272 675
	2020-550k€/ 20ans	32 035	8 250	23 785	526 215
	Fin exercice	298 143	63 008	235 135	4 008 131
2021	Dette antérieure	230 787	43 606	187 181	2 442 525
	2019-600k€/ 20ans	33 040	5 522	27 519	552 017
	2020-285k€/ 20ans	16 600	4 090	12 510	260 165
	2020-550k€/ 20ans	32 035	7 893	24 142	502 073
	2021-150k€/ 20ans	8 737	2 250	6 487	143 513
	Fin exercice	321 200	63 361	257 838	3 900 293
2022	Dette antérieure	230 787	39 465	191 322	2 251 202
	2019-600k€/ 20ans	33 040	5 254	27 787	524 230
	2020-285k€/ 20ans	16 600	3 902	12 698	247 468
	2020-550k€/ 20ans	32 035	7 531	24 504	477 569
	2021-150k€/ 20ans	8 737	2 153	6 584	136 929
	2022-150k€/ 20ans	8 737	2 250	6 487	143 513
	Fin exercice	329 937	60 555	269 382	3 780 911
	(*) 2ème versement engagé en 2019				

Évolution des recettes de fonctionnement

EUROS	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Total recettes de fonct.	6447757	5908275	6342440	5976168	6004638	6174904	6078348	6206046	6250023	6953400	6293274	6322930	6377122
Total produits de fonct.	6312001	5737965	6187513	5795900	5826688	5969963	5843251	5825411	5833414	6555956	6105174	5915841	5966409
Tot. Recettes gestion courante	5304130	5365973	6033254	5858154	5933235	6161235	6064701	6188925	6230913	6287362	6280694	6310350	6364542
Impôts locaux	3071421	3236826	3363021	3451244	3520327	3607739	3641803	3677570	3759579	3878675	3917462	3956636	3996203
DGF	1128650	1122750	1114580	1095896	1032829	913921	777173	697119	685045	674130	675000	675000	675000
Taxe add.Droits mutation	43071	63297	541037	310764	396368	520107	508169	624354	677936	645446	640000	640000	640000

Les chiffres dans les cellules blanches sont estimatifs

EUROS PAR HABITANT	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
VSM Tot. produits fonct.	1637	1473	1571	1457	1464	1494	1486	1497	1515	1697	1576	1527	1541
Strate Tot. produits fonct.	955	987	997	1027	1023	1041	1050	1052	1048				
VSM Impôts locaux	797	831	854	867	885	903	926	945	977	1004	1011	1022	1032
Strate Impôts locaux	355	373	387	407	414	436	441	439	443				
VSM DGF	293	288	283	275	260	229	198	179	178	174	174	174	174
Strate DGF	191	190	192	192	184	167	152	146	145				

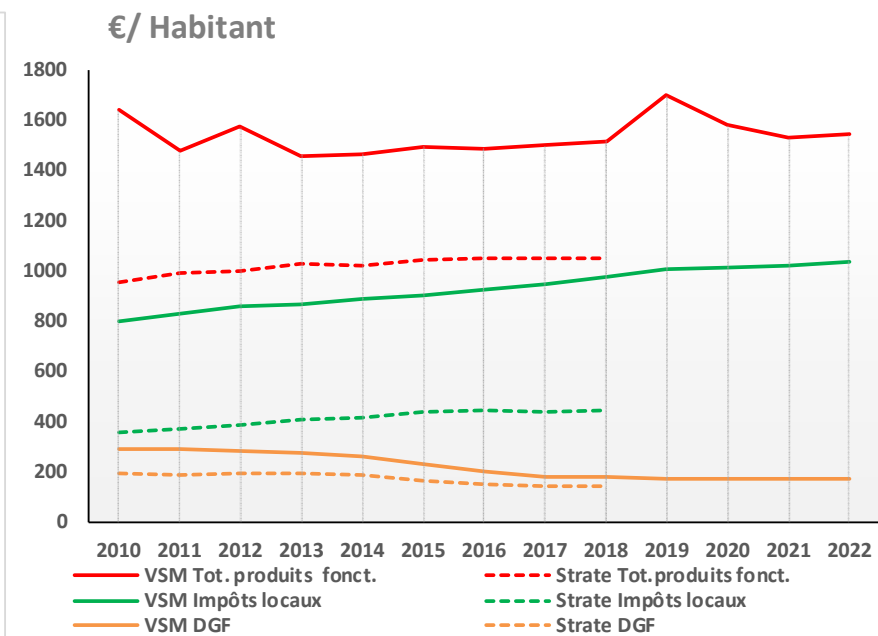
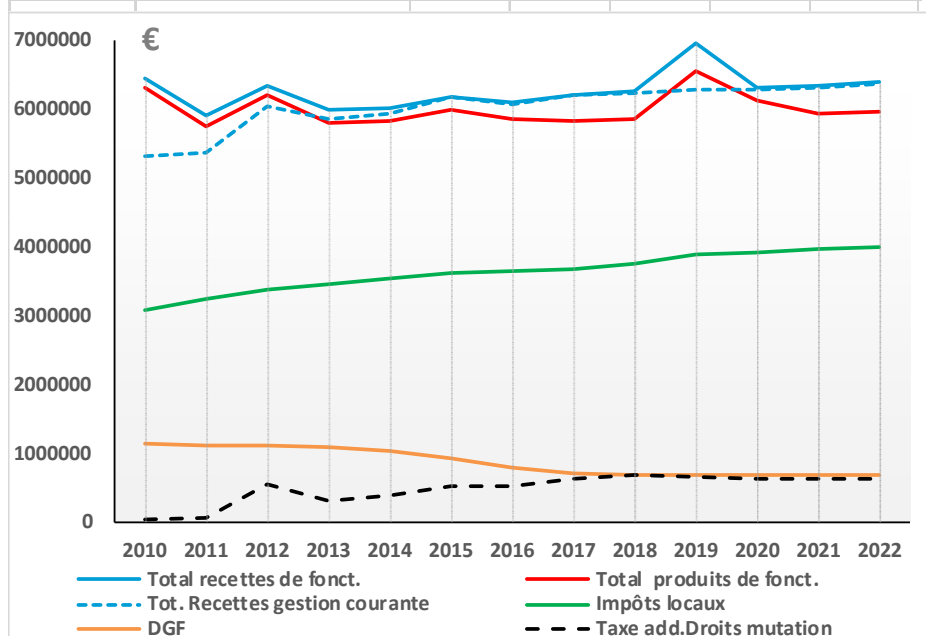
Population INSEE de VSM :

2010	3856	3895	3939	3979	3979	3995	3931	3891	3850	3864	3873	3873	3873
------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

La strate ne comporte pas de chiffres comparatifs pour le total des recettes de fonctionnement et de gestion courante, ni pour la taxe additionnelle aux droits de mutation

La strate comparative choisie est celle des communes de 3500 à 5000 habitants

Les montants des strates de 2019 et plus sont inconnus à ce jour



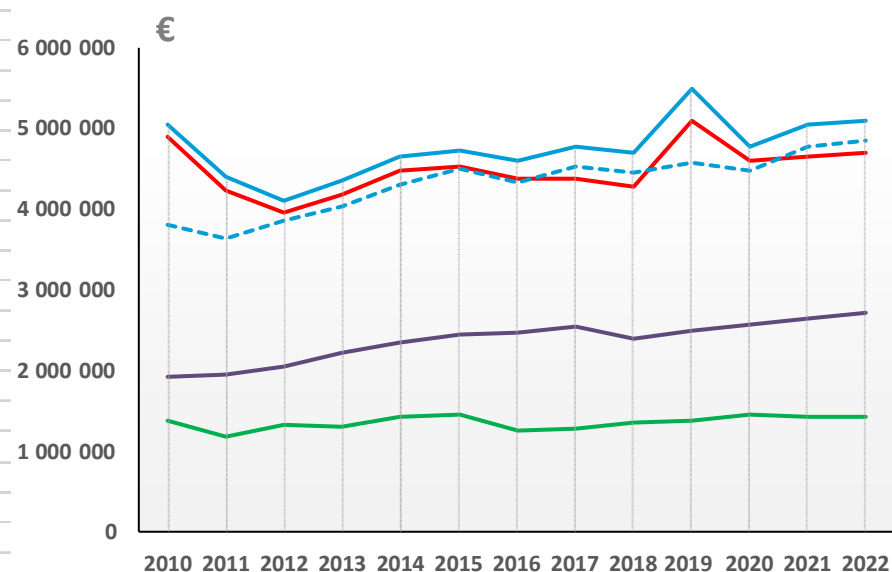
Évolution des dépenses de fonctionnement

EUROS	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Total dépenses de fonct.	5 038 241	4 391 995	4 104 710	4 363 198	4 650 311	4 729 869	4 610 141	4 766 438	4 692 905	5 499 033	4 776 363	5 051 573	5 102 696
Total charges de fonct.	4 902 484	4 221 685	3 949 783	4 182 931	4 472 361	4 524 928	4 375 045	4 385 804	4 276 295	5 101 589	4 588 263	4 644 484	4 691 983
Tot. Dépenses gestion courante	3 807 187	3 635 645	3 846 416	4 022 224	4 308 446	4 489 348	4 333 734	4 533 014	4 460 097	4 577 843	4 488 318	4 784 962	4 838 892
Achats et charges externes	1 372 387	1 176 522	1 338 245	1 307 783	1 425 028	1 446 950	1 257 294	1 296 333	1 352 937	1 396 407	1 456 242	1 441 133	1 426 179
Charges de personnel	1 935 633	1 953 473	2 047 378	2 215 087	2 345 961	2 449 192	2 472 693	2 558 483	2 405 463	2 499 183	2 564 884	2 655 106	2 722 984
<i>Les chiffres dans les cellules blanches sont estimatifs</i>													
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
VSM Total charges de fonct.	1 271	1 084	1 003	1 051	1 124	1 133	1 113	1 127	1 111	1 320	1 185	1 199	1 211
Strate Total charges de fonct.	820	840	851	891	899	908	916	917	911				
VSM Achats et charges ext.	356	302	340	329	358	362	320	333	351	361	376	372	368
Strate Achats et charges ext.	220	225	231	242	240	238	236	236	241				
VSM Charges de personnel	502	502	520	557	590	613	629	658	625	647	662	686	703
Strate Charges de personnel	384	390	398	413	432	440	441	447	442				
Population INSEE de VSM:	3856	3895	3939	3979	3979	3995	3931	3891	3850	3864	3873	3873	3873

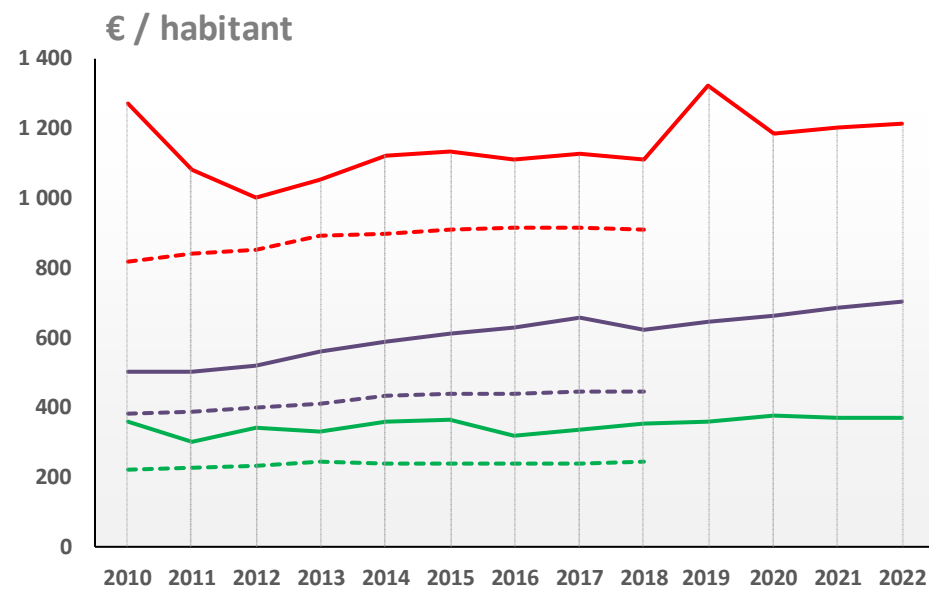
La strate ne comporte pas de chiffres comparatifs pour le total des dépenses de fonctionnement et de gestion courante

La strate comparative choisie est celle des communes de 3500 à 5000 habitants

Les montants des strates de 2019 et plus sont inconnus à ce jour



— Total dépenses de fonct. — Total charges de fonct.
— Achats et charges externes — Charges de personnel
--- Tot. Dépenses gestion courante



— VSM Total charges de fonct. --- Strate Total charges de fonct.
— VSM Achats et charges ext. --- Strate Achats et charges ext.
— VSM Charges de personnel --- Strate Charges de personnel

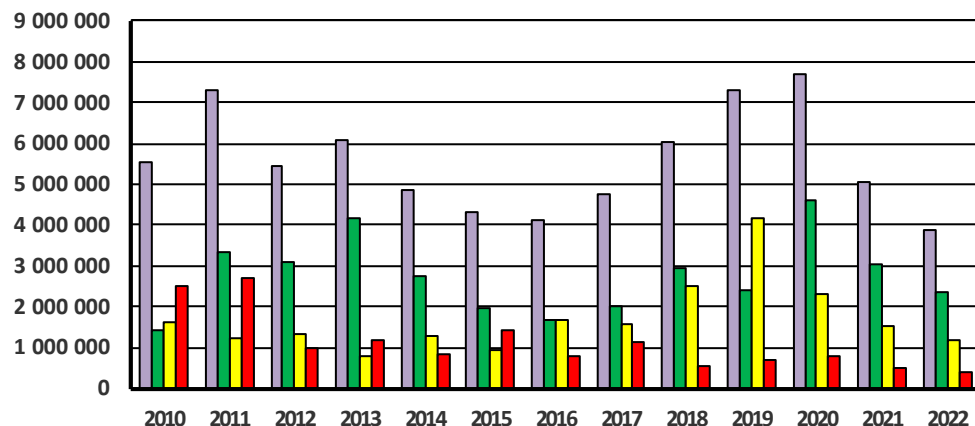
Évolution des dépenses d'équipement

Dépenses d'équipement brut €	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
Budget	5 532 503	7 282 076	5 424 090	6 104 672	4 872 032	4 294 709	4 135 272	4 746 337	6 015 304	7 323 501	7 691 227	5 074 758	3 891 705
Réalisé	1 411 765	3 351 808	3 115 197	4 155 719	2 741 289	1 972 942	1 683 057	2 008 488	2 966 308	2 428 594	4 614 736	3 044 855	2 335 023
Engagé et en cours	1 613 794	1 238 715	1 337 851	793 049	1 277 447	917 912	1 688 138	1 591 397	2 513 821	4 186 637	2 307 368	1 522 428	1 167 511
Non engagé	2 506 944	2 691 553	971 042	1 155 904	853 296	1 403 855	764 077	1 146 452	535 175	708 270	769 123	507 476	389 170

Les chiffres dans les cellules blanches sont estimatifs

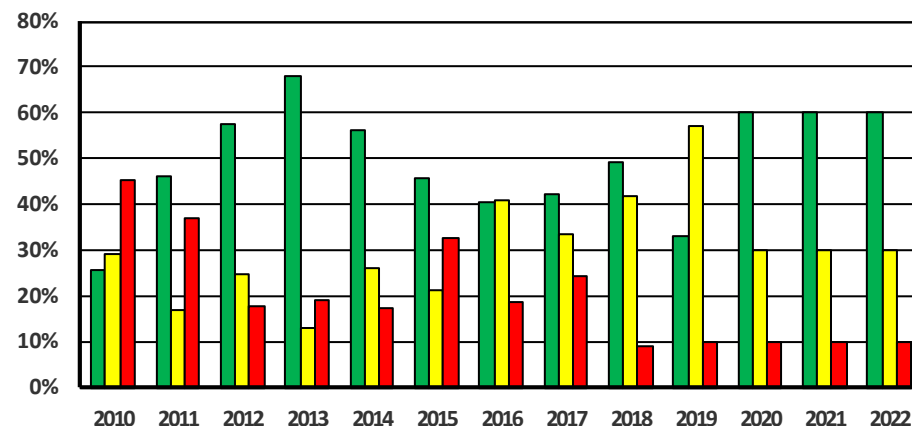
Dépenses d'équipement brut %	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
Budget	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Réalisé	26%	46%	57%	68%	56%	46%	41%	42%	49%	33%	60%	60%	60%
Engagé et en cours	29%	17%	25%	13%	26%	21%	41%	34%	42%	57%	30%	30%	30%
Non engagé	45%	37%	18%	19%	18%	33%	18%	24%	9%	10%	10%	10%	10%

€



■ Budget ■ Réalisé ■ Engagé et en cours ■ Non engagé

% par rapport au budget



■ Réalisé ■ Engagé et en cours ■ Non engagé

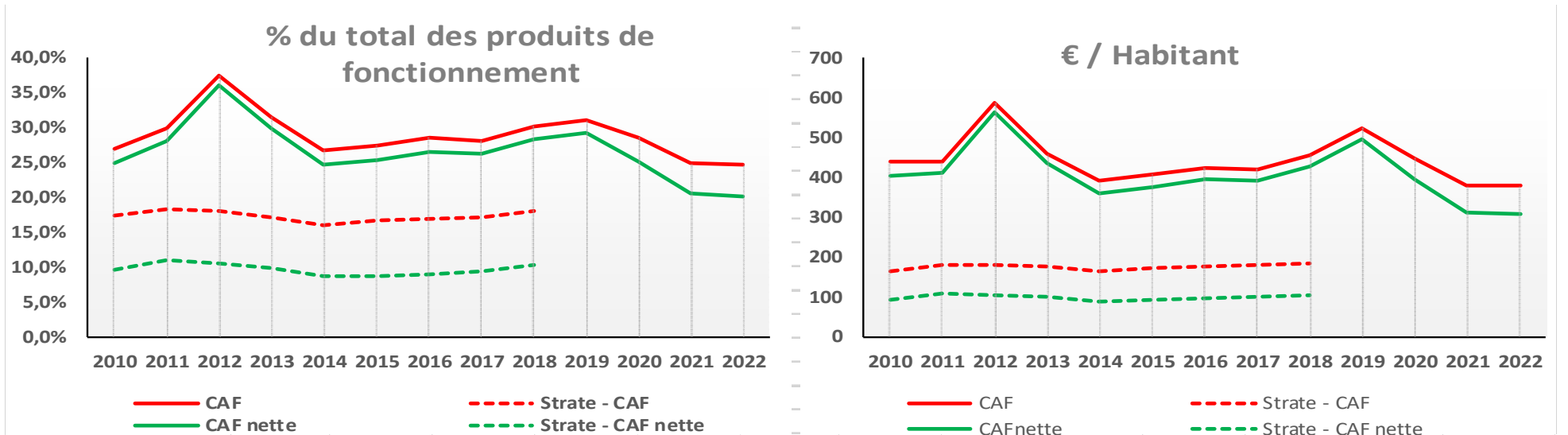
Moyenne annuelle de 2010 à 2019	Mini	Maxi
Réalisé	26%	68%
Engagé + en cours	13%	57%
Non engagé	9%	45%

Évolution de l'autofinancement

Autofinancement €	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
CAF	1 696 542	1 711 507	2 315 894	1 825 509	1 559 206	1 634 345	1 670 794	1 635 914	1 756 330	2 028 455	1 741 081	1 467 527	1 470 596
CAF nette	1 564 550	1 612 075	2 222 415	1 729 261	1 439 997	1 509 947	1 550 692	1 525 725	1 653 409	1 909 488	1 528 581	1 209 689	1 201 214
<i>Les chiffres dans les cellules blanches sont estimatifs</i>													
% du total Produits fonct.	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
CAF	26,9%	29,8%	37,4%	31,5%	26,8%	27,4%	28,6%	28,1%	30,1%	30,9%	28,5%	24,8%	24,6%
Strate - CAF	17,4%	18,3%	18,1%	17,2%	16,1%	16,7%	16,8%	17,1%	18,0%				
CAF nette	24,8%	28,1%	35,9%	29,8%	24,7%	25,3%	26,5%	26,2%	28,3%	29,1%	25,0%	20,4%	20,1%
Strate - CAF nette	9,6%	11,1%	10,6%	9,8%	8,8%	8,7%	9,0%	9,4%	10,4%				
€/ Habitant	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
CAF	440	439	588	459	392	409	425	420	456	525	450	379	380
Strate - CAF	166	181	181	177	165	174	177	179	183				
CAFnette	406	414	564	435	362	378	394	392	429	494	395	312	310
Strate - CAF nette	92	109	105	100	90	91	95	99	105				
Population INSEE de VSM	3 856	3 895	3 939	3 979	3 979	3 995	3 931	3 891	3 850	3 864	3 873	3 873	3 873

La strate comparative choisie est celle des communes de 3500 à 5000 habitants

Les montants des strates de 2019 et plus sont inconnus à ce jour



Évolution dette et annuité

Dette	841 612	742 181	648 701	852 453	1 278 244	1 264 846	1 142 544	1 030 154	927 233	2 208 266	4 008 131	3 900 293	3 780 911
Annuité de la dette	173 310	126 415	116 748	146 332	146 331	161 254	156 914	144 047	131 910	155 866	298 143	321 200	329 937
Capacité (année) de désendettement (*)	0,5	0,5	0,3	0,5	0,9	0,8	0,7	0,7	0,6	1,2	2,6	3,2	3,1

(*) Dette/CAF nette

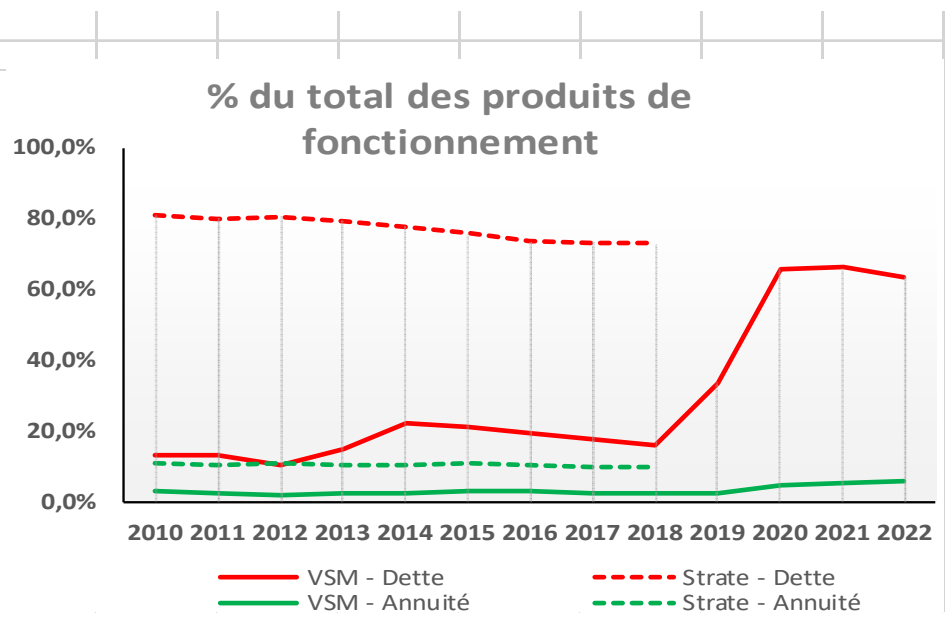
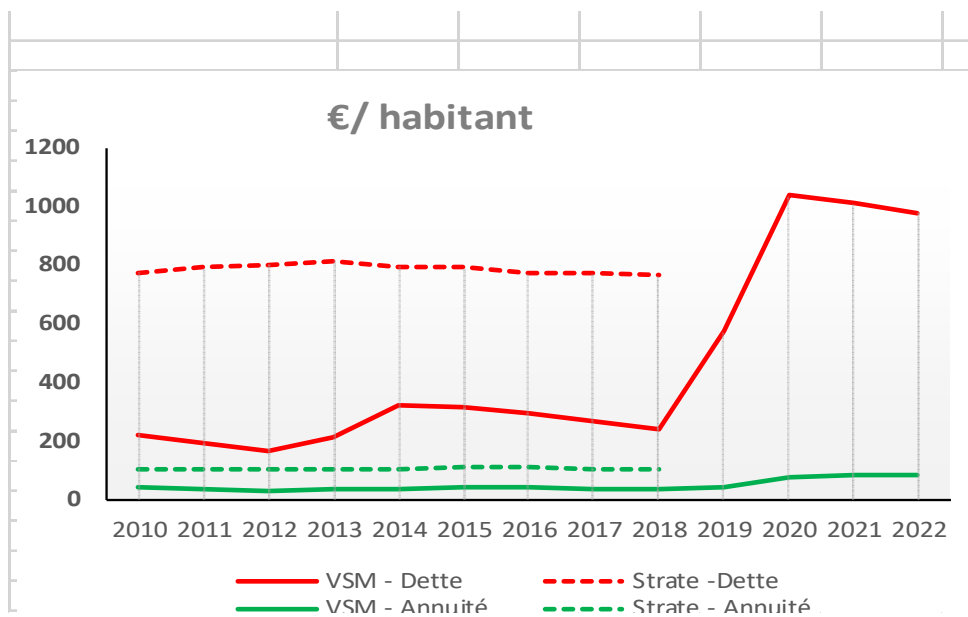
€/ Habitant	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
VSM - Dette	218	191	165	214	321	317	291	265	241	571	1035	1007	976
Strate - Dette	774	788	800	814	794	788	769	770	763				
VSM - Annuité	45	32	30	37	37	40	40	37	34	40	77	83	85
Strate - Annuité	103	101	105	106	104	112	109	104	100				
Population INSEE de VSM :	3 856	3 895	3 939	3 979	3 979	3 995	3931	3 891	3 850	3 864	3 873	3 873	3 873

La strate comparative choisie est celle des communes de 3500 à 5000 habitants

Les montants des strates de 2019 et plus sont inconnus à ce jour

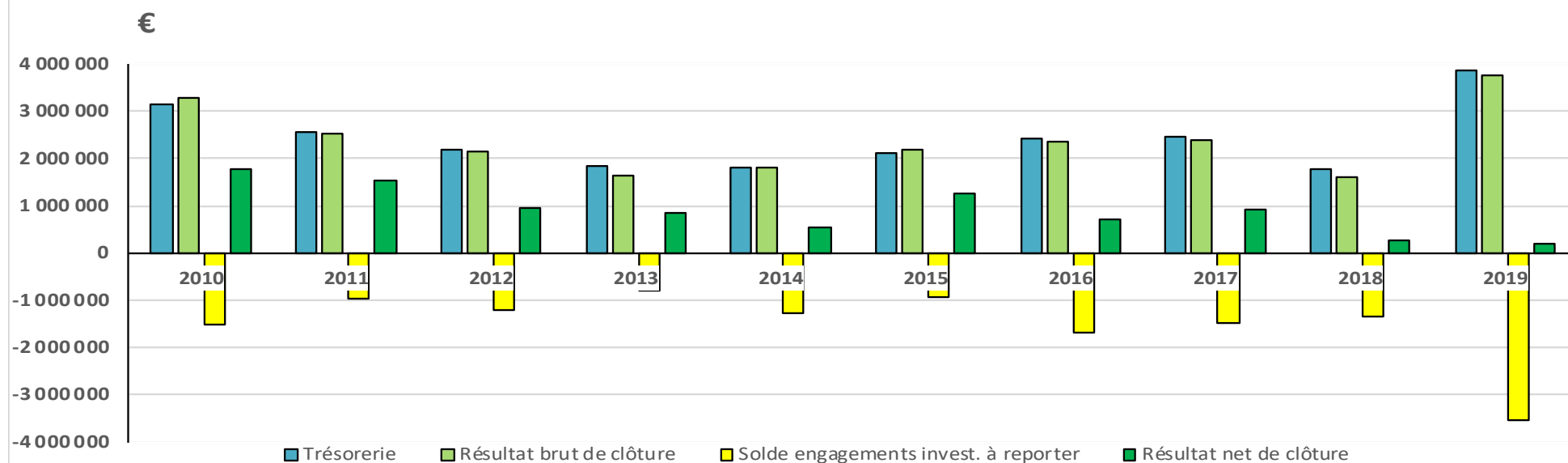
Les chiffres dans les cellules blanches sont estimatifs

% du total des produits fonct.	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
VSM - Dette	13,3%	12,9%	10,5%	14,7%	21,9%	21,2%	19,6%	17,7%	15,9%	33,7%	65,7%	65,9%	63,4%
Strate - Dette	81,1%	79,8%	80,3%	79,2%	77,6%	75,7%	73,3%	73,1%	72,8%				
VSM - Annuité	2,7%	2,2%	1,9%	2,5%	2,5%	2,7%	2,7%	2,5%	2,3%	2,4%	4,9%	5,4%	5,5%
Strate - Annuité	10,7%	10,2%	10,6%	10,4%	10,2%	10,8%	10,4%	9,9%	9,5%				



Évolution trésorerie

État au 31 décembre	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Trésorerie	3 145 498	2 555 106	2 198 148	1 842 449	1 818 343	2 125 432	2 423 061	2 473 473	1 763 781	3 853 290
Résultat brut de clôture	3 295 434	2 521 894	2 163 189	1 639 507	1 816 135	2 184 550	2 369 089	2 383 063	1 609 799	3 752 206
Solde engagements invest. à reporter	-1 531 449	-983 699	-1 221 916	-791 529	-1 277 447	-917 912	-1 671 133	-1 468 869	-1 337 417	-3 544 876
Résultat net de clôture	1 763 985	1 538 195	941 273	847 978	538 688	1 266 638	697 956	914 194	272 382	207 330
Total dépenses opér. Réelles de fonctionnement et d'investissement	5 662 132	7 124 280	7 085 506	8 393 426	7 246 300	6 632 405	6 228 401	6 688 149	7 563 974	7 167 236
Tésorerie / Opér, réelles Dép.	56%	36%	31%	22%	25%	32%	39%	37%	23%	54%



LEXIQUE

C = crédit (recette). D = débit (dépense).

Achats et charges externes = Charges à caractères général (D011) diminuées des impôts, taxes et versements assimilés (D63).

Capacité d'autofinancement (CAF) = Excédent des produits de fonctionnement CAF sur les charges de fonctionnement CAF, dont le montant permet de couvrir tout ou partie des dépenses des opérations réelles d'investissement, en priorité le remboursement des emprunts et pour le surplus, les dépenses d'équipement.

Capacité d'autofinancement nette (CAF nette) = CAF diminuée du montant du remboursement annuel (D164) du capital des emprunts auprès des banques.

Capacité de désendettement = Nombre d'années que mettrait la commune pour rembourser sa dette si elle y consacrait toutes ses économies, soit le rapport du montant total du capital restant dû de la dette sur la CAF nette.

Charges de personnel = Charges de personnel (D012) diminuées des atténuations de charges C013 (C64).

Charges de fonctionnement CAF (CFCAF) = Total des charges de fonctionnement diminuées des dotations aux amortissements et provisions ainsi que des dépenses liées aux cessions d'actifs (valeur comptable des immobilisations cédées et différences sur réalisations positives, transférées en investissement).

CFCAF = Total des charges de fonctionnement diminué des comptes D675, D676 et D68.

Dépenses d'équipement = Dépenses intégrant les dépenses d'équipement brut ainsi que les subventions d'équipement versées (D204) et les opérations patrimoniales (D041), le tout diminué du remboursement des avances sur commandes incorporelles et corporelles (C237 et C238).

Dépenses d'équipement brut = Dépenses intégrant les immobilisations incorporelles (D20), corporelles (D21) et en cours (D23).

Opérations d'ordre = Opérations d'ordre n'ayant pas de conséquences sur la trésorerie, elles ne représentent que des jeux d'écriture : -elles ne donnent lieu ni à encaissement, ni à décaissement, elles sont retracées en dépenses et en recettes, - et sont équilibrées.
Elles sont regroupées dans quatre chapitres globalisés : 040 - 041 - 042 - 043.

Opérations réelles = Opérations réelles ayant un impact direct sur la trésorerie, il s'agit d'encaissements ou de décaissements effectifs.

Potentiel fiscal des 3 taxes locales = total du produit des 3 taxes locales recalculées avec le taux moyen national de chacune d'elles.

Pression fiscale des 3 taxes locales = rapport % du total du produit des 3 taxes sur leur potentiel fiscal

Produits de fonctionnement CAF (PFCAF) = Total des produits de fonctionnement, diminué des produits liés à des cessions d'immobilisations ainsi que des différences sur réalisations négatives reprises au compte de résultat, de la quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat, et des reprises sur amortissements et provisions.

PFCAF = Total des produits de fonctionnement diminué des comptes C775, C776, C777, et C78.

Résultat brut de clôture = Résultat comptable de la section de fonctionnement (tenant compte de l'excédent et du déficit de fonctionnement reporté sur le cpte 002) + résultat comptable de la section d'investissement (tenant compte de l'excédent et du déficit d'investissement reporté sur le cpte 001).

Résultat net de clôture = Résultat brut de clôture + solde (recettes - dépenses) des engagements d'investissement à reporter sur l'exercice N+1.

Total des charges de fonctionnement = Total des dépenses de fonctionnement diminué des atténuations de charges (cpte C013) et des atténuations de produits cpte D014).

Total des dépenses de fonctionnement = Ensemble des dépenses de fonctionnement mouvementées sur la balance générale de la section de fonctionnement.

Total des dépenses de gestion courante = Somme des montants des chapitres D011, D012, D014 et D65.

Total des dépenses d'investissement = Ensemble des dépenses d'investissement mouvementées sur la balance générale de la section d'investissement.

Total des dépenses opérations réelles de fonctionnement = Total des dépenses de fonctionnement diminué des opérations d'ordre D042 et D043.

Total des dépenses opérations réelles d'investissement = Total des dépenses d'investissement diminué des opérations d'ordre D040 et D041.

Total des emplois d'investissement = Total des dépenses d'investissement diminué du déficit d'investissement de l'exercice précédent reporté sur le cpte D001.

Total des produits de fonctionnement = Total des recettes de fonctionnement diminué des atténuations de charges (C013) et des atténuations de produits (D014).

Total des recettes de fonctionnement = ensemble des recettes de fonctionnement mouvementées sur la balance générale de la section de fonctionnement.

Total des recettes de gestion courante = Somme des montants des chapitres C013, C70, C73, C74 et C75.

Total des recettes d'investissement = Ensemble des recettes d'investissement mouvementées sur la balance générale de la section d'investissement.

Total des recettes opérations réelles de fonctionnement = Total des recettes de fonctionnement diminué des opérations d'ordre C042 et C043.

Total des recettes opérations réelles d'investissement = Total des recettes d'investissement diminué des opérations d'ordre D040 et D041.

Total des ressources d'investissement = Total des recettes d'investissement diminué de l'excédent d'investissement de l'exercice précédent reporté sur le cpte C001.

Trésorerie = Solde des opérations de caisse réalisées par le comptable.

ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2020

➤ Les trois taxes

L'engagement de la majorité depuis 1997 sur les trois taxes, sera maintenu en 2020 :

- Taxe d'habitation : 8,90 %
- Taxe foncière bâti : 16,19 %
- Taxe foncière non-bâti : 56,05 %

➤ Le recours à l'emprunt

La commune aura recours à l'emprunt pour financer les travaux de rénovation de la salle omnisports, 285K €, l'achat d'une maison chemin de chauchamps et de terrains rue de la roche et chemin des battières, 550K€, le total des emprunts s'élevant à 835K€ auquel il convient d'ajouter 600K€ de reports pour l'acquisition du terrain de la côte de beauté, le montant exact sera ajusté sur le BP.

➤ Le fonctionnement

Recettes de fonctionnement :

Le montant total du budget prévisionnel des recettes de fonctionnement devrait être de 6 293 274 €.

Les produits des services devraient être en diminution par rapport à ceux réalisés en 2019 du fait des remboursements de frais par d'autres redevables moindres (2019 : remboursement de Saint-Palais pour l'hébergement de la police nationale et 2 années de remboursement de TF par le Cottage).

Le produit des 3 taxes locales devrait être augmenté conformément à la revalorisation de la valeur locative citée page 11. Le produit attendu est de 3 900 000 €.

Le produit de la taxe additionnelle aux droits de mutation a été estimé à 640 000 €.

Concernant les dotations, on pourra constater un maintien dû en grande partie au FCTVA sur les dépenses d'entretien des bâtiments et des réseaux en hausse de 10%.

Pour les autres produits de gestion on notera une diminution de 33 342 € due principalement au changement d'imputation budgétaire des titres restaurant.

Et enfin, les remboursements sur rémunérations et sur charges de sécurité sociale du personnel ont été augmenté de 108% par rapport au réalisé 2019 suite au changement d'imputation budgétaire des titres restaurant.

Dépenses de fonctionnement :

Préambule :

La volonté politique de maintenir un service de qualité entraînera une augmentation du montant des dépenses à caractère général de + 6,7% mais le montant total des dépenses prévisionnelles réelles sera de -0,65%, charges de personnel comprises, permettant ainsi de respecter l'objectif de 1,1% de la LPFP 2018-2022.

Les budgets des services à destination des jeunes, ceux de la bibliothèque et des services techniques auront une augmentation significative.

Ce résultat est possible grâce à un montant nul de pénalités SRU envisagé pour 2020, suite à la mise en location des 3 LLS boulevard du Général de Gaulle, prérequis, ouvrant la possibilité pour la commune de déduire la valeur locative annuelle du bien immobilier restant propriété communale, soit 16 800 € X 50 ans = 840 000 €, du montant des pénalités. La commune reste toutefois, à ce jour, dans l'attente de la validation du montant de ces dépenses déductibles par les services préfectoraux.

Dépenses :

Devant être en équilibre avec celui des recettes, le montant total du budget prévisionnel des dépenses de fonctionnement sera de 6 293 274 €.

Les charges à caractère général augmenteront de 6,7 % par rapport au CA 2019, dont :

- Les achats augmenteront de 2,8 % par rapport au CA 2019.
On notera principalement en plus les achats de prestation de service à destination des jeunes.
- Les services extérieurs augmenteront de 9,7 % par rapport CA 2019.
On notera principalement une augmentation de 41 938 € pour l'entretien des voies due au nouvel appel à concurrence pour les espaces verts avec une mise à jour des métrés de tonte, du nombre d'arbres à élaguer et des nouveaux espaces verts créés suite aux travaux de voirie.
- Les autres services extérieurs augmenteront de 8,2 % par rapport au CA 2019.
On notera principalement en plus l'accroissement des dépenses d'entretien des locaux suite au congé longue maladie d'un agent et à l'externalisation de son activité.

En matière de salaires : les charges de personnel seront en augmentation de 4,3 % par rapport au CA 2019 s'expliquant principalement par le recrutement de 10 agents recenseurs pour un montant de 23 500 € soit une hausse de 0,9% et le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) qui correspond à la variation de la masse salariale à effectif constant (avancements de grades, d'échelons notamment) pour le reste.

Pour ce qui est des autres dépenses, on notera :

- 40 000 € de subvention de fonctionnement attribuée au CCAS,
- 35 500 € de soutien financier aux associations,
- Atténuation de produits en diminution de 70,8 % par rapport au CA 2019 s'expliquant par 0 € de prélèvement au titre de la loi SRU et 0 € de reversement de Taxe d'Aménagement trop perçue.
- Charges financières pour 56 795 € en augmentation de 46,2 % par rapport CA 2019 suite aux 1 435 000 € d'emprunts nouveaux,
- Dépenses imprévues à 60 000 €,
- Autofinancement complémentaire (ou résultat prévisionnel) pour un montant provisoire de 1 415 457 €.
- Amortissements à 228 000 €, sans grand changement.

➤ **Les investissements et mesures nouvelles 2020**

Les recettes et les dépenses d'investissement seront en équilibre pour un montant estimé à ce jour qui devrait être de 8 194 557 €.

Recettes d'investissement :

On notera principalement :

Excédent d'investissement de l'année 2019 : 2 297 838 €,
Autofinancement prévisionnel en provenance de la section de fonctionnement pour 1 415 457 €,
Excédent de fonctionnement capitalisé de l'année 2019 : 1 454 367 €,
FCTVA et TA pour 535 000 €,
Subventions : 641 894 € dont 41 761 € de restes à réaliser (schéma directeur de défense contre l'incendie et salle de l'Atelier)
Emprunt de 1 435 000€ dont 600 000 € de restes à réaliser (encaissé le 20/01/2020), montant à confirmer lorsque les besoins seront ajustés définitivement.

Dépenses d'investissement :

On notera principalement :

Des dépenses imprévues : 100 000 €,

L'amortissement du capital de la dette en cours : 212 500 €,

Les restes à réaliser des projets engagés en 2019 : 4 186 637 €, dont principalement : des acquisitions de terrains (1 foncier bld de la côte de beauté et 4 dans le centre bourg dont 2 rachetés à l'EPF) pour 2 060 717 €, le réaménagement de rue des pâquerettes pour 174 000 €, l'aménagement de la rue des olonnes pour 73 288 €, l'aménagement du boulevard Kennedy pour 73 319 €, l'aménagement de trottoirs rues Bouin, Gaboriau et impasse de la clairière pour 72 525 €, la fin de la création de l'avenue Veil pour 40 752 €, l'aménagement d'un escalier chemin des dunes pour 30 644 €, l'aménagement de la voie nouvelle d'accès au Cormier pour 487 817 €, l'aménagement d'une passerelle sur le rivaud St Nicolas pour 55 000 €, la fin de la réhabilitation de la salle de l'Atelier pour 567 788 € et les travaux du SDEER pour 103 481 €.

Ainsi que les nouvelles immobilisations :

AFFECT.	ART.	DESCRIPTIF DES NOUVELLES IMMOBILISATIONS EN 2020	3 504 590 €
		URBANISME	2 000 €
PLU	202	Révision du PLU et modifications	2 000 €
		LOI SRU	45 000 €
LLS	204151	Participation de la commune pour la construction de 3 LLS de la SEMIS	45 000 €
		CONSTITUTION DE RESERVES FONCIERES	580 000 €
FONCIER	2115	Acquisition parcelle A 2319 (840m2) contigu aux ST	245 000 €
FONCIER	2111	Acquisition parcelles A 808 à 810 rue de La Roche	165 000 €
FONCIER	2111	Autres opportunités foncières et frais d'actes	170 000 €
FONCIER	2111	Acquisitions de parcelles chemin des battieres pour voie de desserte tranche 4 de la ZAC	20 000 €
		ESPACES VERT	201 300 €
PARC NAUZAN	2188	Equipements sportifs et jeux	30 000 €

AFFECT.	ART.	DESCRIPTIF DES NOUVELLES IMMOBILISATIONS EN 2020	
PARC MAIRIE	2188	Cartographie des arbres	2 700 €
ESPACES VERTS	2128	Remplacement des barrières bord de mer entre Gilet /Pontaillac et Plataines/ Saint Sordelin	50 000 €
ESPACES VERTS	2128	Remplacement des barrières Orée du Parc Av F Garnier	25 000 €
ESPACES VERTS	2128	Canalisation arrosage av Pasteur (Jousse-Pontaillac)	24 000 €
ESPACES VERTS	2128	Reprise zone de butts honneur et annexe	15 500 €
ESPACES VERTS	2128	Aménagement rond point de Courlay	13 000 €
ESPACES VERTS	2128	Elimination jussie	6 000 €
ESPACES VERTS	2128	Arrosage chemin des fontaines et square 19 mars	5 000 €
ESPACES VERTS	2128	Répétiteurs et boitiers SAMCLA	4 900 €
ESPACES VERTS	2128	Diverses plantations	4 500 €
ESPACES VERTS	2128	Fournitures diverses	3 500 €
ESPACES VERTS	2128	Paillage massifs	3 000 €
ESPACES VERTS	2128	Plantes vivaces	2 500 €
ESPACES VERTS	2128	Vanne isolement parc	1 700 €
ESPACES VERTS	2128	Nettoyage parcelle AI-565 bd Côte de Beauté	10 000 €
		MATERIEL - MOBILIER - AUTRES IMMOS CORPORELLES	363 191 €
MAIRIE	2183	Mairie : Renouvellement serveur + PC + 2 portables	60 200 €
MAIRIE	205	Anim - Com : Vidéo Vaux j'y suis bien	9 000 €
MAIRIE	2184	Mairie : Renouvellement de mobilier	5 000 €
MAIRIE	2188	Anim - Com : 15 potences sur candélabre	5 000 €
MAIRIE	21578	Anim - Com : Tivolis	4 500 €
MAIRIE	2184	Anim - Com : Chaises extérieur	2 500 €
MAIRIE	2184	Anim - Com : 6 panneaux extérieur A0	2 100 €
MAIRIE	2168	Mairie : confection registre EtatCivil...+ vues aériennes	2 000 €
MAIRIE	2188	Anim - Com : Badges système intrusion	2 000 €
MAIRIE	2188	Mairie : Drapeaux voirie, mairie, QEB	1 500 €
MAIRIE	2188	Anim - Com : Flight cases	1 500 €
MAIRIE	205	Mairie : Mise en œuvre RGPD	1 000 €
MAIRIE	2184	Anim - Com : Tables PVC extérieur	1 000 €
MAIRIE	2184	Anim - Com : Bancs extérieur	1 000 €
MAIRIE	2188	Anim - Com : 2 oriflammes+socles	830 €
MAIRIE	21578	Anim - Com : Panneau Équinoxe	800 €
MAIRIE	2188	Anim - Com : 2 téléphones pour billetterie spectacles	600 €
MAIRIE	2188	Anim - Com : 6 enrouleurs	600 €
MAIRIE	2184	Anim - Com : 2 mange-debout	550 €
MAIRIE	205	PM : Programmation nouveau canal	500 €
MAIRIE	2188	PM : 5 radios micros	300 €
MAIRIE	2188	Anim - Com : GPS	150 €
MAIRIE	2188	Anim - Com : 2 marmites	100 €
VOIRIE	21578	Bornes, balises, bancs, poubelles	8 000 €
VOIRIE	21578	Corbeilles à papier centre bourg	2 000 €
VOIRIE	21578	Panneaux signalisation travaux neufs	7 000 €
VOIRIE	21578	Cordons LED pour motifs de Noël	5 000 €

AFFECT.	ART.	DESCRIPTIF DES NOUVELLES IMMOBILISATIONS EN 2020	
VOIRIE	21578	Motifs de Noël la roche/rd pt rue de Royan	4 500 €
VOIRIE	21578	Cordons de raccordement de motifs	4 500 €
VOIRIE	21578	Panneaux signalétique itinéraires cyclables	3 000 €
ESPACES VERT	21578	Désherbeur Ripagreen	3 500 €
ESPACES VERT	2188	Jardins familiaux	3 000 €
ESPACES VERT	21578	Tronçonneuse sur accus	800 €
E. PRIMAIRE	2188	Achat four mixte	20 000 €
E. PRIMAIRE	2188	Achat sauteuse restaurant scolaire	18 700 €
E. PRIMAIRE	2183	Matériel informatique EM	4 800 €
E. PRIMAIRE	2184	Lots de 10 tables, 10 chaises, 10 casiers	2 070 €
E. PRIMAIRE	2188	Achat armoire réfrigérée	1 800 €
E. PRIMAIRE	2184	2 tables + 10 chaises garderie	1 110 €
E. PRIMAIRE	2188	Maison	700 €
E. PRIMAIRE	2188	Parcours équilibre et adresse	620 €
E. PRIMAIRE	2184	Bac multimédia	480 €
E. PRIMAIRE	2184	Armoire garderie	440 €
E. PRIMAIRE	2188	Téléphone portable	400 €
E. PRIMAIRE	2188	Achat kit nettoyage sol / aspirateur	350 €
E. PRIMAIRE	2184	30 coussins	300 €
E. PRIMAIRE	2184	Canapé 3 places garderie	290 €
E. PRIMAIRE	2184	8 Tabourets	260 €
E. PRIMAIRE	2184	Chaise à roulette	180 €
E. PRIMAIRE	2184	Meuble 7 étagères	180 €
E. PRIMAIRE	2184	5 poufs garderie	100 €
E. PRIMAIRE	2188	Talkies walkies	100 €
E. PRIMAIRE	2184	2 Ztool	80 €
E. MATERNELLE	2184	Tables+chaises	4 570 €
E. MATERNELLE	2183	Vidéo-projecteur	3 200 €
E. MATERNELLE	2183	3 PC portables+3 tablettes	2 700 €
E. MATERNELLE	2184	Meubles+bacs	1 330 €
E. MATERNELLE	2188	Casiers personnel	1 200 €
E. MATERNELLE	2188	TV	500 €
E. MATERNELLE	2183	Imprimante couleur	400 €
E. MATERNELLE	2184	Armoire	400 €
E. MATERNELLE	2184	Banc	170 €
ACM 12-17 ANS	2188	Tapis, plots, balles, coussins...	1 400 €
LOCAUX ASSO.	2184	Tables PVC	1 000 €
BIBLIOTHEQUE	2184	Meuble BD + meuble albums jeunesse	700 €
CIMETIERE	2188	Columbarium 12 cases+reprise concession	6 800 €
ATELIERS MUNI.	2182	Remplacement du 13 t	93 000 €
ATELIERS MUNI.	2182	Remplacement du fourgon boxer	24 000 €
ATELIERS MUNI.	21578	Cric poids lourd et agricole	2 600 €
ATELIERS MUNI.	21578	Outillages divers	2 500 €
ATELIERS MUNI.	21578	Panneaux d'affichage sur ressort	1 650 €
ATELIERS MUNI.	21578	Booster 12/24V	750 €

AFFECT.	ART.	DESCRIPTIF DES NOUVELLES IMMOBILISATIONS EN 2020	
ATELIERS MUNI.	21578	Scie circulaire	700 €
ATELIERS MUNI.	21578	Perforateur sur accus	585 €
ATELIERS MUNI.	21578	Disqueuse sur accus	495 €
ATELIERS MUNI.	21578	Ponceuse à bande	440 €
ATELIERS MUNI.	21578	Rabot électrique	310 €
ATELIERS MUNI.	21578	Laser + pied	186 €
SALLE OMNISP.	2188	Fontaine à eau	1 500 €
SALLE OMNISP.	2184	Porte manteaux	460 €
SALLE OMNISP.	2188	Climatiseur	450 €
SALLE OMNISP.	2184	3 fauteuils enfant	430 €
SALLE OMNISP.	2184	Bureau + caisson	350 €
CRECHE	2183	Renouvellement PC	2 000 €
CRECHE	2184	Chaises+fauteuils	600 €
CRECHE	2188	Scooters+voiturettes	500 €
CRECHE	2188	Lave vaisselle	8 000 €
CRECHE	2188	1 rétroprojecteur	200 €
CRECHE	2188	Mini four	125 €
		CONSTRUCTIONS	1 276 887 €
MAIRIE	2313	Aménagement bureau PM	6 700 €
MAIRIE	2313	Anim - Com : Lests, bâches toit et côtés tivolis	2 800 €
ESPACES VERT	2313	Clôture et accès terrain parcelle AI565 + actualisation bornage	40 000 €
E.PRIMAIRE	2313	Pose clôture EM	5 800 €
E.PRIMAIRE	2313	Peinture 2 classes	4 500 €
E.PRIMAIRE	2313	5 stores restaurant scolaire	2 300 €
E.PRIMAIRE	2313	Pose de 2 vitrages	900 €
E.PRIMAIRE	2313	Traitement des soubassements restaurant scolaire	700 €
E. MATERNELLE	2313	Frais études préalables agrandissement/réaménagement école maternelle	15 000 €
E. MATERNELLE	2313	21 stores (directrice+salle motricité)	9 700 €
SALLE ATELIER	2313	Aléas éventuels sur travaux salle de l'Atelier	30 000 €
SALLE ATELIER	2313	Montant complémentaire aux 37159 € engagés finition sous-plafond salle de l'Atelier	13 000 €
DOM. MARITIME	2313	Rénovation toilette publique Saint Sordelin	60 000 €
DOM. MARITIME	2313	Cale plage Nauzan	50 000 €
DOM. MARITIME	2313	Réfection protection latérale cale plage Saint Sordelin	15 000 €
SA. OMNISPORTS	2313	Réfection des locaux de rangement salle omnisports	125 000 €
SA. OMNISPORTS	2313	Remplacement couverture salle omnisports	76 000 €
SA. OMNISPORTS	2313	Rénovation parois polycarbonate (vitres) salle omnisports	50 000 €
SA. OMNISPORTS	2313	Rénovation façade arrière salle omnisports	26 000 €
SA. OMNISPORTS	2313	Main courante de sécurité escalier externe salle omnisports	8 000 €
SA. OMNISPORTS	2313	Bâche et armature pour avancée de toit	2 000 €
SA. OMNISPORTS	2313	Pose d'un adoucisseur	1 200 €
TENNIS	2313	Vitrage club house	500 €

AFFECT.	ART.	DESCRIPTIF DES NOUVELLES IMMOBILISATIONS EN 2020	
HALLE MARCHÉ	2313	Travaux de réaménagement de la halle du marché	295 000 €
CRECHE	2313	2 stores extérieurs	6 500 €
ACCESSIBILITE	2313	Mise en accessibilité bâtiments communaux (club house foot, wc et autres)	30 000 €
EGLISE*	2313	Tranche 3 Rénovation intérieure de l'Eglise et aléas divers	400 287 €
		OPERATIONS DE VOIRIE	957 012 €
VOIRIE	2315	La Roche Rue de la Roche	210 000 €
VOIRIE	2315	Marché à bon de commande	170 000 €
VOIRIE	2315	La Roche Rue du Printemps	115 000 €
VOIRIE	2315	La Roche Rue des Primevères	100 000 €
VOIRIE	2315	La Roche Rue des Violettes	85 000 €
VOIRIE	2315	Amélioration Trottoir Piste cyclable Delessert Pontailac	80 000 €
VOIRIE	2315	Place Océane	40 000 €
VOIRIE	2315	Cheminement passerelle rivaud St. Nicolas	25 812 €
VOIRIE	2315	Marquage au sol liaisons douces	30 000 €
VOIRIE	2315	Programme annuel peinture voirie	16 000 €
VOIRIE	2315	Espaces verts Rue Simone Veil	15 000 €
VOIRIE	2315	Frais Géomètres et Plans Alignement	10 000 €
VOIRIE	2031	Etude comptage de la circulation en centre bourg	5 200 €
VOIRIE	2315	Peinture logos pistes cyclables	5 000 €
URBA. CORMIER	2315	Viabilisation des terrains sur voie d'accès au CORMIER (ER2B)	50 000 €
		RESEAUX ET ECLAIRAGE PUBLIC	59 200 €
RESEAUX ECL.	2315	Travaux éclairage public Modernisation	20 000 €
RESEAUX ECL.	2315	Travaux divers réseaux	39 200 €

*Autorisation de programme :

N°	Montant TTC	Crédits de paiement	
		2015-2019 Réalisé	2020
2015/01 Durée 6 ans - Article 2313	863 249 €	462 962 €	400 287 €